LE PEUPLE SOUVERAIN

JOURNAL DE LYON.

On s'abonne à LYON, au Bureau du Journal, place de la Platière, 12; à PARIS, chez MM. LEJOLIVET et C^{ie}, rue Notre-Dame-des-Victoires, 46, et chez M. DELAIRE, rue Jean-Jacques-Rousseau, 3.
(Les Abonnements et les Annonces se paient d'avance.)

Le Peuple Souverain paraît tous les jours, excepté le Dimanche, et donne les nouvelles 24 heures avant les journaux de Paris.

Tout ce qui concerne la rédaction et l'administration du PEUPLE SOUVERAIN, doit être adressé franco au Directeur-Gérant.

Prix de l'Abonnement:

	Trois mois.	Six mois.	Un an.
LYON,	8 fr. 50 c.	16 fr.	30 fr.
DÉPARTEMENTS, 12		22	40

Annonces, 25 c.—Réclames, 40 c.

Sommaire.

Projet de loi sur les attroupements. — Abolition de la vénalité des charges. — De l'enseignement primaire. — Banquet à cinq sous. — Changement de décoration à vue. — La Constituante. — Un Forum pour le peuple. — A quoi peut servir l'armée. — Troubles en Angleterre. — Actes officiels. — Correspondance particulière du Peuple Souverain: rassemblements à Paris; troubles en Belgique. — Séances de l'assemblée nationale: loi sur les attroupements. — Chronique locale. — Nouvelles des départements et de l'étranger. — Nouvelles et faits divers.

Lyon, 9 Juin 1848.

PROJET DE LOI SUR LES ATTOUPEMENTS.

On l'a donc enfin présenté ce fameux projet de loi sur les attroupements! La chambre était inquiète, exigeante; elle le réclamait à grands cris: le voilà! Elle n'a rien perdu d'attendre; il est aussi complet, aussi détaillé que l'exige l'importance du sujet. On ne se doutait guère que l'on s'est battu en février pour conquérir le droit d'association! Adieu banquets, soirées paisibles, réunions de frères et d'amis! Vous pourriez troubler la tranquillité publique; la police le dit, vous constituez un attroupement non armé. Dissipez-vous entre les deux premiers coups de baguettes, autrement vous serez condamnés à un an de prison; heureux si l'on ne glisse pas adroitement parmi vous deux mouchards porteurs d'armes cachées! Car alors la peine serait de deux ans de prison si vous vous dissipez après la première sommation, et de cinq ans, si vous attendez deux sommations! Mais si l'attroupement a eu lieu de nuit, en d'autres termes, si, allant respirer la fraîcheur du soir, vous vous arrêtez pour regarder une comète ou tout autre phénomène céleste, d'autres s'arrêteront près de vous, l'attroupement sera formé, et l'on peut vous appliquer les peines prononcées par la loi en projet.

O étrange métamorphose des hommes et des idées! Etait-ce cela que l'on nous promettait il y a trois mois? Qui eût cru alors que nous eussions fait tant de chemin en arrière, en si peu de temps? Viens vite, citoyen Thiers, viens, on a besoin de toi; la loi te semblera trop douce encore; tu la mitigeras par quelque amendement de ta façon, et tu t'y connais, en fait d'amendements. Tu nous parleras de l'empereur, de Marengo, d'Austerlitz, et au milieu de ton galimatias historique, tes propositions passeront comme une lettre à la poste.

Les événements marchent vite. Nous courons sur les bords d'un précipice; malheur à l'imprudent qui fera un faux pas! Quant au peuple, il ne craint rien; la liberté lui tendra une main amie, et s'il en est qui roulent au fond de l'abîme, ce seront ceux qui n'auront voulu tenir aucun compte de l'expérience. A votre aise, législateurs; l'avenir est à nous, et l'avenir est un grand maître.

CLUB DE LA MONTAGNE.

(Extrait du procès-verbal de la séance du 8 juin.)

Conformément à la lettre insérée dans le Peuple Souverain du 6 juin, par le citoyen CALLÈS, qui s'offrait à répondre à toute interpellation et aux imputations calomnieuses qui auraient pu être formées contre lui sur les actes de sa vie publique et privée, imputations qui auraient motivé sa radiation de la liste des candidats à la municipalité par le club Central démocratique du Rhône en présence des délégués des divers clubs de Perrache et du club Central,

Un membre de la commission d'enquête du club Central se présente et annonce qu'aucune accusation n'a été portée à cette commission d'enquête contre le citoyen CALLÈS, et que les clubs de Perrache ayant porté une liste de six candidats, la commission d'enquête avait choisi les quatre publiés par le club Central comme réunissant le plus de chances; sur l'interpellation d'un membre du club qui demande pourquoi le club Central a porté sur sa liste un candidat qui n'était pas sorti de l'urne à l'élection préparatoire des clubs de la section Perrache, le délégué ne peut donner satisfaction sur ce point.

Un membre du club Central vient alors annoncer que le citoyen CALLÈS est mis en suspicion, parce que, aurait-on dit, il a été favorisé par le pouvoir déchu dans l'exécution de la peine à laquelle il avait été condamné dans la conspiration des tromblons. Le citoyen CALLÈS prouve à l'assemblée, au moyen des journaux du temps relatant les faits du procès, qu'au lieu d'avoir été favorisé il a subi une peine plus grave qu'il n'aurait dû, vu le manque de preuves. Ces faits sont attestés par plusieurs de ses co-accusés dans ladite affaire, et présents à la séance.

Aucune autre accusation n'étant portée contre le citoyen CALLÈS, l'assemblée se déclare satisfaite.

Le président, GROSPIRON.

Le secrétaire, COMBET.

ABOLITION DE LA VÉNALITÉ DES CHARGES.

Une question brûlante va bientôt s'agiter au sein de l'assemblée nationale: c'est celle de la vénalité des offices.

Déjà résolue dans une assemblée à jamais mémorable, cette question ne saurait résister aujourd'hui aux attaques de la souveraine justice d'un peuple; mais, comme tout ce qui soulève les passions, elle ne cédera qu'après une lutte orageuse.

Dans cette lutte, digne fille de sa noble mère, la constituante de 1848 ne faiblira pas: elle frappera tout ce qui est abus ou privilège; elle fera disparaître sans retour la vénalité des offices.

Et pourquoi, en effet, tolérer plus longtemps l'abus de cette vénalité?

N'exclut-il pas des fonctions de notaire et autres toute capacité et tout mérite trop pauvres pour acheter une charge?

N'ouvre-t-il pas trop souvent la carrière de ces fonctions publiques à l'ignorance, que les chambres elles-mêmes n'ont pas le courage de refuser, parce qu'elles auront aussi leur tour à la vente?

N'exige-t-il pas en principe ce qu'il y a en politique de plus immoral et de plus absurde: la transmission en quelque sorte à prix d'argent d'une portion de l'autorité publique, comme si la souveraineté d'un peuple pouvait jamais faire l'objet d'un vil marché?

Ne sert-il pas d'exemple et d'encouragement même pour la vénalité de beaucoup d'autres emplois publics qui, avant nos derniers jours, n'ont jamais été le sujet d'une transaction?

Ne pousse-t-il pas les fonctionnaires à une vive et rapace concurrence qui fait d'emplois honorables un vil commerce au rabais?

Enfin ne démoralise-t-il pas les titulaires en les forçant par suite de l'énormité du prix des charges, et plus d'une fois au risque de la fortune de leurs clients, à recourir à toutes sortes de moyens pour retirer très-souvent même l'intérêt de leur prix d'acquisition?

Et puis après tout, sur quoi est-il fondé cet abus de vénalité? car là est toute la question. Il est fondé sur la simple tolérance soufferte dans un but de fiscalité; et si l'on veut s'en convaincre, qu'on lise seulement les textes de la loi que voici:

« Les avocats à la Cour de cassation, notaires, avoués, greffiers, huissiers, agents de change, courtiers, commissaires-priseurs, est-il dit art. 91 de la loi du 28 avril 1816, pourront présenter (pourquoi ne pas dire auront droit de vendre leurs offices?) à l'agrément de Sa Majesté des successeurs, pourvu qu'ils réunissent les qualités exigées par les lois. Cette faculté n'aura pas lieu pour les titulaires destitués. Il sera disposé par une loi particulière sur l'exécution de cette disposition et sur les moyens d'en faire jouir les héritiers ou ayant-cause desdits officiers. Cette faculté de présenter des successeurs ne déroge point au surplus au droit de Sa Majesté de réduire le nombre desdits fonctionnaires, notamment celui des notaires, dans les cas prévus par la loi du 25 ventôse an XI sur le notariat. »

« A compter de la promulgation de la présente loi, est-il écrit ailleurs, art. 6 de la loi du 23 juin 1841, tout traité ou convention ayant pour objet la transmission à titre onéreux ou gratuit, en vertu de l'art. 91 de la loi du 28 avril 1816 (le présent article n'ajoute donc rien au précédent, puisqu'il s'y réfère simplement et qu'il n'est en définitive qu'une disposition fiscale), d'un office, de la clientèle, des minutes, répertoires, recouvrements et autres objets en dépendant, devra être constatée par écrit et enregistrée avant d'être produite à l'appui de la demande de nomination du successeur désigné. Les droits d'enregistrement seront perçus selon les bases et qualités ci-après déterminées. »

« En cas de création de nouvelles charges ou offices, ou en cas de nomination de nouveaux titulaires sans présentation par suite de destitution ou par tout autre motif, est-il dit plus loin, article 42 de la même loi, les

ordonnances qui y pourvoient seront assujéties à un droit d'enregistrement de vingt pour cent sur le montant du cautionnement à la fonction ou à l'emploi. Toutefois, si les nouveaux titulaires sont soumis (donc ils peuvent ne pas l'être au gré du gouvernement), comme condition de leur nomination, à payer une somme déterminée pour la valeur de l'office, le droit d'enregistrement de vingt pour cent sera exigible sur cette somme, sauf application du minimum de perception établi à l'article 10 ci-dessus. Ce droit devra être acquitté avant la prestation de serment du nouveau titulaire, sous peine du double droit.

« En cas de suppression d'un titre d'office, lorsqu'à défaut de traité, est-il dit article 13 de la même loi, l'ordonnance qui prononcera l'extinction fixera une indemnité à payer au titulaire de l'office supprimé, ou à ses héritiers (donc le gouvernement peut prononcer l'extinction sans indemnité), l'expédition de cette ordonnance devra être enregistrée dans les trois mois de la délivrance, sous peine du double droit. Le droit de deux pour cent sera perçu sur le montant de l'indemnité. »

Or, de la corrélation de tous ces articles entre eux, articles qui sont les seuls relatifs à la matière traitée, résulte-t-il autre chose, sinon que les titulaires d'offices ne jouissent que par pure tolérance de la faculté de présenter leurs successeurs à la nomination de l'autorité? Non; sans doute.

Cela est si vrai que le législateur qui avait promis aux titulaires une loi pour les faire jouir eux et les leurs de cette faculté, loin de la leur donner, s'est au contraire réservé, dans cette loi promise et si désirée, le droit de conférer des titres d'offices sans indemnité (art. 12 ci-dessus); droit qui, lui permettant d'en conférer un de cette manière; lui permet de les conférer tous, s'il le veut, mais qu'il n'aurait pu se conserver si la propriété des charges avait appartenu aux fonctionnaires.

Il y a plus: le législateur ne s'est pas contenté de la faculté de pouvoir conférer des titres d'offices sans indemnité; il s'est même réservé le droit de supprimer des titres sans dédommagement (art. 13 ci-dessus). Or, qui peut agir de la sorte, si ce n'est le propriétaire?

Ainsi donc, et nous défions qui que ce soit de prouver le contraire, la propriété des offices n'existe même pas en droit, et si elle subsiste en fait, ce n'est que par l'abus de la tolérance.

A ces raisons péremptoires, les titulaires et autres intéressés ne manqueraient pas d'opposer quelques circonstances atténuantes; mais qu'objecteront-ils?

Diront-ils que la propriété des offices étant fondée sur un usage si général et si toléré, cet usage doit faire loi, parce qu'ils ont toujours compté sur sa force? Mais encore une fois, cet usage n'est qu'un abus, et si quelqu'un doit souffrir de cette crédulité, c'est le titulaire qui a se l'imputer.

Représenteront-ils que l'acquisition d'un office supposant la fortune chez l'aspirant, cette fortune est une garantie de plus dans ce titulaire? Mais la fortune ne fait pas la probité, puisque au contraire elle pousse à la démoralisation. Et, d'ailleurs, n'y a-t-il pas déjà eu bien de titulaires pourvus d'offices gratuits, qui, pour cela, n'en ont pas été moins méritants, quoique pauvres.

Objecteront-ils que la vénalité d'offices existant, elle détermine chez le fonctionnaire une utile émulation, en ce qu'elle le porte à donner plus de soins aux affaires pour mériter plus de confiance et acquérir plus de clientèle, tandis qu'il n'en serait pas ainsi si la propriété des charges ne lui appartenait pas? Mais le magistrat, qui est dans la position où se trouverait le titulaire d'office, est-il moins soigneux des causes soumises à sa juridiction, parce qu'il n'a pas la vénalité de sa charge? Personne n'oserait le dire. Et d'ailleurs l'exemple n'est-il pas là malheureusement pour démontrer que celui qui réussit le mieux à acquérir une nombreuse clientèle n'est pas, bien souvent, l'homme du véritable mérite, mais l'homme du savoir-faire.

Soutiendront-ils encore, comme ils ne cessent de le crier, qu'il est injuste de leur empêcher de vendre une clientèle qu'ils ont acquise par de longs et pénibles travaux? Mais s'ils ont travaillé pour cela, n'en ont-ils pas recueilli chaque jour les fruits. Or, pourquoi vouloir encore en profiter au-delà de leurs fonctions? Et puis, si l'on entre sur ce terrain, le débitant de tabacs, lui aussi, acquiert une clientèle, et l'on ne voit pas pourquoi il n'aurait pas le droit de la céder.

Enfin viendront-ils, par les organes de la presse qui leur sont dévoués, faire appel, comme ils n'y ont pas déjà manqué, à l'ambition des aspirants, pour leur démontrer qu'il doivent joindre leur cause à celle de leurs patrons s'ils veulent jouir bientôt d'un titre énormément acheté? Mais c'est là une ignoble tactique qui ne fera que compromettre les titulaires et ne les sauvera pas.

Et d'ailleurs, après tout, si la vénalité de leurs charges

est tolérée, pourquoi, pour être logique, ne tolérerait-on pas, à partir d'aujourd'hui, celle de toutes les fonctions publiques salariées, depuis l'emploi de simple garde-champêtre jusqu'à la fonction de magistrat? En vérité on n'en voit pas la raison.

Il est donc temps que la vénalité des charges disparaisse sans retour.

Il le faut pour que toutes les fonctions ministérielles deviennent plus morales et plus probes.

Il le faut pour que le titulaire, tous les jours révocable comme le magistrat dont la position ne doit pas être pire que la sienne, puisse être remercié dès qu'il ne sera plus aussi méritant.

Il le faut pour que le fonctionnaire qui, dans ce cas, se trouverait fixement salarié par l'Etat, n'ait plus en face de lui des bénéfices éventuels qui tentent sa cupidité et le jettent dans les chances du hasard.

Il le faut, parce que c'est l'intérêt de la société qui y trouvera plus de sécurité pour les intérêts de ses membres, et ne verra plus leurs dépôts d'argent employés et compromis dans les spéculations personnelles des fonctionnaires.

Il le faut, parce que c'est l'avantage du trésor, qui y gagnera tous les honoraires des officiers ministériels, c'est-à-dire deux cent millions annuellement pour venir en aide à ses charges, et diminuer par là les impôts de ses contribuables (1).

Il le faut, enfin, à tout prix, l'Etat dût-il faire une indemnité aux titulaires, indemnité qu'ils paieront avec les bénéfices annuels des études, et que les fonctionnaires trouveraient garanties jusqu'à entier désintéressement par la valeur mise à leurs offices.

Que l'assemblée des représentants du peuple fasse donc son devoir, et qu'elle rétablisse dans sa constituante de 1848 ces sublimes principes de la déclaration des Droits de l'Homme, du 14 septembre 1791 : « Tous les citoyens sont également admis à toutes dignités et emplois publics, selon leur capacité et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents », avec addition de ces mots qui en découlent : « Il n'y aura plus ni vénalité ni hérédité d'aucun office public, comme cela a été toléré jusqu'à présent. »

Que cette assemblée omnipotente ne permette plus, à partir d'aujourd'hui, de nominations de titulaires en vertu d'un contrat, mais bien en vertu du droit inhérent au gouvernement de choisir tous ses employés, et qu'il ne soit pas dit d'elle qu'étant composée presque uniquement d'hommes riches, et surtout de notaires, avoués et autres fonctionnaires publics, elle a sacrifié les droits de tous pour protéger les intérêts déplacés de quelques hommes riches ou fonctionnaires comme eux.

Le peuple souverain, dont elle tient ses pouvoirs, ne peut souffrir plus longtemps que son autorité suprême soit donnée comme une vile marchandise à celui qui a assez d'argent pour acheter un office, et refusée au mérite trop pauvre pour se pourvoir d'une clientèle au préalable.

On lit dans la *Vraie République* :

« L'affaire est finie ; l'espoir est perdu aujourd'hui. Nous connaissons nos représentants. Chose incroyable ! sur ces 900 hommes, il n'y en a pas un seul qui ait levé la tête, et ait dit : « Me voilà ! La révolution m'a appelé par hasard, et vous ne me connaissez pas ; mais vous allez me connaître. Je me nomme Barnave, ou Vergniaud, ou Robespierre ; je me nomme l'avenir, le peuple, l'éloquence, le dévouement ; j'épouse la révolution. » Mais la révolution n'a pas trouvé un seul adorateur.

Et plus loin :

« Les révolutions ne sont pas déjà si faciles à faire ; nous l'avons bien vu pendant dix-sept ans, où ce n'était pas la bonne envie qui manquait. On faisait des juin, des avril, des mai ; les juillet et les février sont rares à cette loterie. A la vérité, ces numéros-là ne sont pas plus malins à attraper que d'autres, quand le bon Dieu s'en mêle ; mais au moment où on joue, on ne sait pas ce qu'on va tirer. Nous avons mis bien des fois la main dans le sac avant d'amener février. Encore n'est-ce pas un fameux numéro ; ce n'est pas un quine, assurément. Et peut-être faudra-t-il recommencer, par une meilleure veine, en un temps plus chaud. »

DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Il est une question des plus importantes aujourd'hui, c'est la question d'instruction publique ; c'est la base du nouvel ordre social ; par elle nous pourrions du moins léguer à nos enfants la possession assurée d'un gouvernement sincèrement républicain.

Car pour nous, nous sommes peut-être destinés à ne prendre part qu'à une lutte secrète ou patente de deux sociétés si diverses d'intérêts et de principes, à sa lutte du passé et de l'avenir.

Le présent, c'est le champ de bataille.

Préparons donc au moins à la génération qui s'élève la tranquille possession de cet héritage que nos pères avaient conquis pour nous dans des luttes de géants, et qu'aujourd'hui, enfants dégénérés, nous ne pouvons maintenir intact dans nos mains.

(1) D'après d'Audiffret, il y a en France environ 43,000 fonctionnaires, notaires, avoués, greffiers, courtiers, etc. En supposant qu'ils ne gagnent que 3,000 fr. les uns dans les autres, c'est un produit de 223 millions annuellement, que le gouvernement pourrait réaliser avec plus de la moitié moins de titulaires, et qui dépasserait 300 millions si on établissait partout le tarif des grandes villes.

Nous savons que cette question d'instruction se rattache à la constitution dont l'enfantement a été confié en partie au dévouement et aux convictions de certains représentants ; mais nous savons aussi qu'il n'est plus au pouvoir de personne de faire de l'instruction un privilège ; c'est un droit, droit imprescriptible comme celui de vivre, dont il dérive d'ailleurs, ou, plus justement, dont il fait partie.

Aussi sommes-nous surpris que jusqu'à présent on n'ait encore pris aucune initiative, surtout quant à l'instruction primaire.

On a demandé à la chambre l'ouverture d'un crédit d'un million pour augmenter le salaire des instituteurs. C'est bien, et ce n'est que justice.

Mais est-ce là tout ce qu'il y a à faire? N'aurait-on pas dû donner une nouvelle impulsion à l'enseignement même de ces écoles, et depuis longtemps déjà des inspecteurs n'auraient-ils pas dû les réorganiser autant que possible avec le personnel déjà existant, mais sur de nouvelles bases?

On ne semble pas comprendre l'importance et les difficultés de cet enseignement. On ne songe qu'à Paris, où l'on a tout sous la main, hommes et matériel ; mais songez donc un peu à ces pauvres écoles de village. Pensez-vous remédier à tout avec des circulaires qui souvent ne seront pas comprises des maîtres d'école abandonnés à eux-mêmes?

Que va-t-il arriver quand cette instruction primaire, publique et obligatoire, aura été décrétée? et elle le sera (car ces messieurs feront, je crois, assez bon marché des privilèges de leurs arrière-neveux, pour n'employer leurs forces qu'à la conservation des positions acquises).

Rien ne sera prêt dans les écoles de l'Etat pour donner à cet enseignement unité et vigueur ; et nous verrons nos écoles publiques désertes, à la grande joie des écoles dites chrétiennes, qui seront alors chargées de présider à l'éducation républicaine et sociale de nos enfants.

(Réforme.)

BANQUET A 25 CENTIMES.

On lit dans un journal de Paris : « On annonce le grand banquet du Père Duchêne pour dimanche prochain, 11 juin. C'est décidément dans le bois de Vincennes que ce repas-monstre aura lieu. Cent mille citoyens sont déjà inscrits dans trois bureaux ad hoc, sis l'un rue Charenton, un autre au faubourg St-Germain, le troisième au haut de la rue de la Pépinière.

« Le rendez-vous est fixé à dimanche à onze heures, place Dauphine, à la Madeleine et à la Bastille. Les signataires devront marcher sur quatre rangs, dans le plus grand ordre ; les chansons patriotiques sont interdites.

« La musique des divers régiments de Paris, placée, dit-on, en tête, exécutera des marches guerrières et des fanfares républicaines, telles que le Réveil du Peuple, les Girondins et la Marseillaise.

« A deux heures précises on se mettra à table, par sections et divisions ; chaque nom sera sur l'assiette de chaque signataire ; il n'y aura pas de linge de table, mais une immense toile cirée se déroulera sur neuf cent quatre-vingts tables, formant l'effectif du banquet.

« Le repas se composera de veau rôti, de salade, de fromage, d'une demi-bouteille de bière, d'un verre de vin et d'un petit verre d'eau-de-vie. Chacun apportera son pain et son couvert.

« Douze marchands de vins traiteurs de diverses barrières sont chargés des fournitures de bouche de ce festin phénoménal ; tous les morceaux seront coupés d'avance : on ne reviendra pas deux fois au plat.

« Au dessert, au lieu de toasts, ce qui prolongerait indéfiniment la fête, les cent mille signataires entonneront à la fois la Marseillaise. Jamais concert populaire n'aura été plus éclatant ; jamais Berlioz n'aura révé un pareil festival.

« Après le repas, qui devra être terminé de bonne heure, des groupes de danses se formeront dans le bois, à la lueur des torches ; toutes les jeunes filles des environs pourront y prendre part ; la plus grande décence devra y être de rigueur.

« Deux des marchands de vins fournisseurs doivent partir cette semaine pour Poissy, pour faire l'achat des veaux qui doivent figurer au festin à cinq sous. Depuis huit jours un autre est en Auvergne, où il fait une prodigieuse acquisition de fromages, qui sont, dit-on, en route pour Paris depuis samedi. »

Changement de décoration à vue.

On lit dans l'*Emancipation de Toulouse* : « Les événements vont vite et bien : on élargit les prisonniers renégats, on emprisonne les patriotes ; les princes bannis affichent leur candidature ; l'Assemblée nationale commence sa liste de proscription, et sept collèges se disputent la candidature de M. Thiers.

« Et c'est trois mois après les barricades, pendant qu'on nous taille une constitution républicaine, que tout cela se passe sous les yeux du pouvoir exécutif, Ledru-Rollin siégeant au Luxembourg, Trélat et Flocon étant ministres ! Notre flotte assiste à des Vêpres Siciliennes, les volontaires polonais rentrent contrits et humiliés sur notre terre hospitalière, et nous acclamons à la reconnaissance de la République par les augustes monarchies de Madrid et de Bruxelles !

« Et ce n'est pas un rêve, et nous ne doutons pas de l'avenir de la patrie, et nous continuons notre confiance à d'anciens amis qui ont toutes les allures de la faiblesse ou de la félonie !

« C'est que nous leur tenons compte des difficultés qu'on sème sur leurs pas, des hommes qui les entou-

rent, de l'assemblée qui pèse sur eux ; c'est que nous voulons avant tout l'union des patriotes ; c'est que cette confiance, que quelques-uns trouvent aveugle, a son plus ferme appui dans le peuple, dont la grande voix se fera entendre le jour où la mesure sera comble, la faim désespérante, la colère trop contenue.

« Parce que nous avons proclamé la révolution socialiste et débonnaire, nos adversaires de tous les temps l'ont crue désarmée ; parce que nous avons respecté tous les les croyances, les sacristains, un moment si sages, sont redevenus tapageurs ; parce que nos gouvernants font une halte dans la marche révolutionnaire, ils songent à nous faire rétrograder ! C'est une halte de rappel, n'en doutez pas, fils des émigrés, qui nous appelez fils de Robespierre. »

LA CONSTITUANTE.

On lit dans la *Révolution de 1848* :

« Décidément l'assemblée nationale continue ses pégrinations judiciaires et administratives. On se perd au milieu des commissions, des sous-commissions qui sortent de son sein. Elle nous prépare une avalanche de propositions, de rapports, de décrets ; elle effleure tout et ne paraît pas comprendre l'impuissance de ses efforts.

« Malgré tout, la fortune publique va diminuant, la misère individuelle s'élargit et gagne de proche en proche.

« Sa volonté énergique aurait sauvé le pays ; la manie des petites choses, des petits détails, compromet plus que jamais l'avenir de la République.

« Voilà un mois perdu, et nous n'avons pas encore un rapport sur la constitution future de la République. L'argent de la France n'est pas gaspillé seulement dans les ateliers nationaux ; les ouvriers du grand atelier législatif ne sont pas les moins onéreux ni les moins à plaindre à la curée. On sacrifie un temps précieux à proposer, à rapporter, à décréter, sans savoir si les projets qu'on élabora seront en rapport avec la constitution définitive de la démocratie.

« A voir cette torpeur, on croirait que les discussions sont conduites par les plus cruels ennemis de la République. Il est temps que des amis dévoués élèvent la voix, et qu'ils somment hautement les mandataires du peuple, de produire, de discuter la charte nouvelle promise à la révolution. Qu'on ne s'y trompe pas : chaque journée de retard est un pas en arrière.

« Plus nous nous éloignons du 24 Février, plus les rayons de cette révolution politique et sociale vont s'affaiblissant.

« Ces retards, nous ne devons rien dissimuler, sont pour nous un présage funeste.

« Ils nous prouvent que l'assemblée ne comprend pas sa mission, ou qu'elle attend que les idées qui régnaient au jour des élections se soient modifiées ou amorties. »

Nous lisons dans la *République* :

Un Forum pour le peuple :

Nous l'avons déjà dit, la population parisienne a besoin, à certains moments, à certains jours, de se retrouver, de manifester et de communiquer sa pensée, ses sentiments, de se retremper en quelque sorte dans les manifestations de la grande âme populaire. Vous ne voulez pas qu'elle stationne en foule dans vos carrefours, ou qu'elle se produise par bandes dans vos rues ; soit : nous vous accorderons que cela peut quelquefois devenir regrettable, bien qu'à notre avis certaines gens s'en inquiètent vraiment outre mesure, habitués qu'ils sont à ne voir de l'ordre que là où pèse fortement la main militaire du gouvernement.

Mais alors, donnez donc à cette population une place publique, un centre commun de réunion, un forum. Vous n'avez pas cru sans doute, en l'appelant à la vie démocratique, que son mode d'existence ne se modifierait pas.

Ce peuple, que vous avez déclaré SOUVERAIN, vous n'avez pas pensé apparemment qu'il était encore mineur à ce point qu'il faille s'épouvanter de le voir se produire par groupes sur ses places, pour conférer de ses affaires, du gouvernement de ses ministres, du régime auquel sont ou seront soumis son travail, son existence présente ou à venir ?

Ferez-vous donc, comme sous l'autocratie bourgeoise du gouvernement déchu, intervenir une garde municipale quelconque, toutes les fois qu'il s'avisera de vouloir jouir de cette liberté du plein air? Mais cela serait injuste, et de plus impolitique, car il est essentiel à tout état démocratique que le peuple s'habitue à manifester sa pensée dans de vastes réunions, avec modération, avec calme et dignité. Et comment conquerra-t-il cette habitude si vous lui faites des assemblées publiques un acte interdit, défendu? L'usage normal et régulier des choses prévient l'abus, qu'engendre toujours au contraire l'interdiction.

A quel l'on fait servir l'armée.

— J'ai reçu une ordonnance à cheval qui est venue me porter la profession de foi du citoyen Flotard. J'ai dû donner un reçu. N'est-ce pas abuser étrangement des chevaux, des soldats et du cachet de l'Hôtel-de-Ville ?

Chaque instituteur communal a reçu deux affiches, avec prière de les coller à la porte de l'école. Comment trouvez-vous les moyens employés par le citoyen Flotard ? Il veut la fin : tous les moyens lui paraissent bons.

GAVOY, rue de Ponthieu.
(Commune de Paris.)

Troubles en Angleterre.

Les journaux anglais sont remplis de détails sur les troubles qui ont eu lieu dimanche à Londres, à l'occasion des rassemblements chartistes. Ils parlent de plusieurs luttes sérieuses engagées entre ces derniers et les agents de police. Il paraît que, dans plusieurs endroits où les rassemblements étaient considérables, il y a eu beaucoup de coups et de blessés.

On a arrêté dans la soirée de dimanche plus de cent chartistes. Mais on semblait craindre des troubles plus sérieux encore pour ces jours-ci. Les chartistes inspirent de grandes inquiétudes; ils agissent sous les ordres de chefs déterminés, qui semblent avoir organisé une complète tactique de guerre.

L'un des principaux meneurs disait dernièrement à ses affidés: « Lorsque vous vous verrez poursuivis par les agents de la police, ouvrez vos rangs; refermez-les ensuite pour les enserrer comme dans une trappe. De cette façon, grâce au nombre, vous en aurez facilement raison. Si vous agissez comme je vous le dis, dans quelques jours vous verrez revenir Mitchell et Frost, et vous verrez partir lord J. Russel et lord Gray pour la baie de Baffin. »

Actes officiels.

La démission de M. Jules Favre, sous-secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères, est acceptée.

— Par arrêté, en date du 5 de ce mois, M. le ministre des travaux publics, sur la proposition du directeur des ateliers nationaux, a nommé M. Berthier, ancien élève de l'école Polytechnique, architecte, aux fonctions de directeur-adjoint au bureau central de ces ateliers, et M. Barral, ancien élève de l'école Polytechnique, actuellement répétiteur à cette école, aux fonctions de chef de secrétariat.

Correspondance particulière du Peuple Souverain.

Paris, 7 juin.

On connaît aujourd'hui la presque totalité des listes de candidats des sections de Paris et de la banlieue, et cependant il existe encore une certaine incertitude sur le résultat définitif du dépouillement général. Les socialistes ont voté cette fois-ci avec un ensemble qui doit faire passer un certain nombre de leurs candidats. Ils ont la majorité dans les 3^e, 6^e, 7^e, 8^e et 12^e arrondissements, ainsi que dans les sections de Belleville et de Montmartre.

Cependant nous devons faire remarquer que dans toutes les sections de ces divers arrondissements les candidats modérés ont également quelques suffrages, tandis que dans les autres arrondissements où les candidats modérés se trouvent en tête des listes, les socialistes ont obtenu moins de voix.

— Les rassemblements, loin d'avoir diminué hier soir par suite des démonstrations faites la veille par la troupe, avaient pris encore plus de développement, et le boulevard était encombré depuis le bazar Bonne-Nouvelle jusqu'au théâtre de la Porte-Saint-Martin. Toutes les boutiques s'étaient fermées dans la crainte de quelques troubles plus sérieux. Des troupes de plusieurs centaines d'ouvriers arrivaient à chaque instant en criant *vive Barbès!* et des individus placés au balcon d'un café voisin leur répondaient. Ce n'est qu'à dix heures que de forts détachements de garde nationale et de troupes de ligne sont arrivés au pas de charge, précédés de plusieurs tambours. On a été obligé plusieurs fois de faire des sommations. Mais les groupes se hâtaient de se disperser avant la troisième sommation. Il est vrai qu'ils se reformaient aussitôt que la force armée était partie.

— On a commencé à faire relever par la troupe de ligne et par la garde mobile un certain nombre de postes qui étaient occupés jusqu'à présent par la garde nationale.

— Les organisateurs du grand banquet à vingt-cinq centimes ont fait poser une nouvelle affiche pour appeler des souscriptions. On avait annoncé à tort que le prix de souscription était fixé à cinquante centimes. Le nombre des cartes délivrées était hier de 180,000 environ.

— Les citoyens Lamartine et Ledru-Rollin ont renoncé à leur projet de donner leur démission de membres de la commission exécutive, par suite des démarches faites auprès d'eux par les citoyens Arago et Marie. On a répandu le bruit, ce matin, que le citoyen Garnier-Pagès voulait donner sa démission. Nous croyons ce bruit sans fondement, ou au moins prématuré. Le citoyen Garnier-Pagès ne donnera sans doute sa démission que si son projet de rachat des chemins de fer est repoussé par la majorité de l'assemblée.

— Le citoyen Crémieux n'a pas donné sa démission de représentant du peuple. Il a repris sa place sur les bancs inférieurs de l'extrême droite, non loin des citoyens Portalis, Landrin et J. Favre.

— On prépare en ce moment un projet de loi sur les crieurs publics. En attendant, le nouveau préfet de police a décidé qu'en vertu des lois de 91 et 98, il ferait arrêter les crieurs publics de Paris qui crieraient de fausses nouvelles capables d'alarmer la population.

— On assure qu'il y aurait eu, hier soir, des troubles en Belgique, notamment à Bruxelles.

P. S. — Quatre heures trois-quarts. Beaucoup de rassemblements se forment dans les divers quartiers de Paris, et l'on craint que la tranquillité ne soit troublée dans la soirée.

Rassemblements à la porte Saint-Denis.

Des rassemblements très-nombreux ont encore lieu ce soir à la porte Saint-Denis. La circulation des voitures, sans être interrompue, devient difficile. Des chants patriotiques se font entendre dans tous les groupes. L'affluence est telle, qu'il est impossible d'approcher des bas-côtés du boulevard. Une fausse alerte a produit une véritable panique, et le souvenir des sommations et des charges de la veille ont fait refluer les masses dans les rues adjacentes. Bon nombre de personnes ont été contusionnées. Au surplus, aucune patrouille n'a encore circulé jusqu'à ce moment.

Dix heures. — Sept à huit cents individus, la plupart vêtus de blouses, ont parcouru les boulevards depuis la porte Saint-Denis jusqu'à la place de la Madeleine; ils chantaient la *Marseillaise*, le *chœur des Girondins* et le *Chant*

du départ; quelques-uns d'entre eux criaient: *Vive Barbès!*

Ils sont revenus ensuite par le même chemin, répétant les mêmes chants. Des boutiques ont été aussitôt fermées, puis rouvertes. Nous avons vu des locataires qui, se méprenant sur le but de cette promenade, s'empressaient d'orner leurs fenêtres de lampions et de lanternes de couleurs.

Onze heures. — De fortes patrouilles, tambours et commissaires de police en tête, circulent dans la rue du Temple et dans les rues parallèles et, les remontant, se dirigent vers le boulevard. Des coups de baguette, frappés de temps en temps sur les caisses, indiquent la marche des colonnes, qui semblent avoir pour but la dispersion des rassemblements dont nous venons de parler.

La commission du pouvoir exécutif a été en séance presque toute la journée. Les ministres y ont été successivement appelés. On regarde comme certaines les démissions des citoyens Lamartine, Ledru-Rollin et Garnier-Pagès.

Quant au ministère, il n'existe plus. Le citoyen Bethmont est, dit-on, nommé ministre de la justice, et les citoyens Portalis et Landrin sont réintégrés dans leurs fonctions.

L'agitation la plus vive n'a cessé de régner pendant toute la séance dans la salle des Pas-Perdus de l'Assemblée nationale. (La République.)

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Fin de la séance du 6 juin.

Après une discussion tumultueuse et prolongée, il est procédé au scrutin sur la question de savoir si le projet de décret de rachat des chemins de fer aura la priorité de discussion sur le projet de décret tendant au remboursement des dépôts des caisses d'épargne et des bons du trésor.

Résultat: Nombre des votants, 749; pour la priorité du projet de rachat des lignes de fer, 387; contre, 362.

Le citoyen ministre des finances, au nom de son collègue absent, le ministre de l'intérieur, présente un projet de décret tendant à ouvrir à la commission exécutive un crédit de 100,000 fr. pour dépenses de bureaux, de secrétariat et de sûreté générale.

La séance est levée.

(Correspondance particulière du Peuple Souverain.)

Séance du 7 juin.

Présidence du citoyen SÉNARD.

A une heure la séance est ouverte. Le procès-verbal est lu et adopté. Le citoyen général Cavaignac dépose un projet de décret tendant à autoriser tout Français âgé de 17 ans à contracter un engagement dans l'armée de terre.

Le citoyen *Francisque Bouvet*: Je m'étonne que la commission de constitution tarde autant à présenter son travail!

Le citoyen *Vaulabelle*: Citoyens, une constitution ne s'improvise pas! La Constituante n'a pas été moins de 18 mois à préparer celle de 91. Votre commission s'occupe, du reste, avec persévérance du travail que vous lui avez confié, et des séances qui ne sont pas moins de 8 à 10 heures, lui sont consacrées. Ainsi, je suis autorisé par la commission à vous déclarer que dans huit ou dix jours au plus, le projet de constitution sera terminé. (Très-bien! — Marques nombreuses de satisfaction.)

L'ordre du jour indique la discussion du projet de décret sur les atroupements.

Le citoyen président: L'assemblée doit être d'abord consultée sur l'urgence.

Le citoyen *Camille Béranger*: Je ne combats pas l'urgence; mais cette loi qu'on vous propose est grave, et je voudrais qu'il fût bien entendu qu'elle ne sera que temporaire.

L'urgence est décrétée. La discussion générale s'établit.

Le citoyen *Pelletier*: La loi qu'on nous propose est un feuillet emprunté au code draconien. (Rumeurs.) On vous propose d'égorger la République (murmures), et ce sont ses enfants gâtés qui nous présentent le couteau! (Allons donc!) Il n'y a pas d'allons donc! On s'occupe de faire des lois contre les atroupements; qu'on s'occupe de donner du travail aux ouvriers (on l'a fait), et il n'y aura pas d'atroupements. La loi n'est pas seulement violente, elle est absurde (rumeurs); car elle porte atteinte au droit de réunion! J'indiquais tout-à-l'heure un moyen de prévenir ou faire cesser les atroupements: il en est un autre non moins certain, c'est de leur laisser toute leur liberté; il y a quelques années il y avait aussi des rassemblements sur les boulevards, ils n'ont cessé que lorsqu'on s'abstint d'y envoyer des troupes. (Rires ironiques.) Comment s'étonner d'ailleurs que le peuple s'agite; les bruits les plus menaçants pour la République se répandent. On dit que le prince de Joinville est à Paris. (Allons donc!) La réaction nous menace. (Rumeurs.)

Le citoyen *Bac* déclare que si la loi n'est pas complètement ou du moins considérablement modifiée, il votera contre la loi tout entière dont il demande le renvoi à une commission.

Le citoyen *Baze*: Je crois remplir mon devoir en apportant ma voix à la loi qui vous est proposée par le gouvernement de la République. Il faut louer le ministère de l'attention de n'avoir pas hésité à nous apporter un projet qui indique de sa part une volonté ferme de faire respecter l'ordre. La loi est urgente; car Paris est depuis longtemps troublé par ces groupes où se font entendre les cris les plus séditieux! deux noms ont retenti! On a été plus loin, on a crié: A bas l'assemblée nationale! (Mouvement.) Je demande qu'on passe à l'examen des articles. (Très-bien.)

Le citoyen *Sarrat*: Il faut que l'ordre soit maintenu, sans doute, mais il ne faut pas pour cela aller chercher dans l'arsenal de vieilles lois monarchiques des armes funestes, funestes pour la liberté! L'émeute est venue devant vous criminelle et insensée! frappez là dans ce cas (hilarité), mais ne portez pas atteinte à nos droits les plus sacrés. (Bruit.) Je regrette que l'assemblée se soit séparée si vite hier; sans nul doute elle aurait renvoyé à l'une de ses commissions un projet de loi qui avait besoin, j'osé le dire, d'être épuré. (Murmure.)

Le citoyen *Mornay*: En présence des attaques dirigées contre le projet, je m'étonne du silence du gouvernement; il me semble qu'avant la discussion des articles, il serait bon que l'un de ses organes vint ici formuler son opinion.

Le citoyen *Marie*: Le gouvernement ne s'attendait pas aux attaques dirigées aujourd'hui contre notre projet qu'on qualifie de loi draconienne; nous repoussons ces attaques comme insensées. (Très bien.) Est-ce que nous n'avons pas donné assez de témoignages de notre dévouement au pays! (Très-bien.)

Le citoyen *Pelletier*: Vous ne serez pas toujours au pouvoir! d'autres pourront abuser. (Rumeur)

Le citoyen *Marie*: Nous qui voulons, qui avons voulu la forme républicaine, nous avons toujours compris qu'elle n'était possible et durable qu'avec l'ordre.

Le citoyen président donne lecture d'un arrêté de la commission exécutive, qui nomme le citoyen Bethmont ministre de la justice, en remplacement du citoyen Crémieux. La discussion est reprise.

Art. 1er. Tout atroupement armé formé sur la voie publique, est interdit. Est également interdit tout atroupement non armé, qui pourrait troubler la tranquillité publique.

Le citoyen Bertholon propose, à titre d'amendement, d'écrire *troublerait au lieu de pourrait troubler!* Suivant lui cette rédaction est préférable, comme laissant plus de latitude au droit de réunion.

Une voix: Non pas sur la voie publique! Le citoyen *Bertholon*: L'article aussi a le tort de laisser le magistrat seul juge du caractère de la loi, et de la nature des rassemblements.

L'amendement est mis aux voix et rejeté.

Sur le même article, le citoyen Jules Favre propose de substituer à ces mots « qui pourrait troubler la tranquillité publique », ces mots « qui pourraient avoir un caractère séditieux. »

Messieurs, dit le citoyen Jules Favre, j'ai en quelque sorte recopié les expressions de la loi de 1791; ce que nous voulons atteindre surtout, ce sont les atroupements dont le but caché est le renversement de l'ordre établi.

Le citoyen *Xavier Durieu*: Je demande à quel caractère on pourra reconnaître un atroupement; je répéterai ici les paroles du citoyen Lamartine la veille du 25 février: Il arrivera toujours un moment où la police pourra mettre la main sur la bouche du pays.

Sur la demande du citoyen Clément, les mots sur la voie publique sont ajoutés dans le second paragraphe.

L'art. 1er est adopté.

Art. 2. L'atroupement armé constitue un crime, s'il ne se dissipe pas à la première sommation.

Il ne constitue qu'un délit, si, sur la première sommation, il se dissipe sans résistance.

Le citoyen *Bac* demande la parole sur cet article, qu'il accuse de créer des crimes nouveaux et d'être plus sévère que la loi de 1831 sur les atroupements. La loi de 1831, dit-il, était autrement équitable que la vôtre, car elle savait très-bien saisir dans l'atroupement l'homme porteur d'armes cachées, sans le confondre avec celui qui ne porte pas d'armes.

Songez donc qu'aux termes de votre loi, il suffirait qu'un homme fût envoyé dans un atroupement par votre police pour que les personnes qui ne l'arrêteraient pas fussent coupables d'un délit.

Le citoyen *Guichard* fait remarquer que la loi de 1831 renvoyait toujours le coupable devant la cour d'assises, tandis que c'est ici la juridiction de la police criminelle. L'art. 9 d'ailleurs, dit-il, explique et atténue l'art. 3.

Le citoyen *Aylyes* propose de mettre l'art. 2 en harmonie avec le code pénal; ainsi on pourrait dire:

L'atroupement armé constitue un crime s'il ne se dissipe pas après une première sommation et après avoir fait usage d'armes.

Le citoyen *Dahirel* soutient que l'art. 2 doit être supprimé.

Le citoyen *Marie*: Je n'insiste pas pour que l'art. 2 soit conservé, l'art. 3 le rend inutile jusqu'à un certain point.

L'art. 2 est supprimé.

Art. 3 L'atroupement est armé: 1^o quand plusieurs des individus qui le composent sont porteurs d'armes apparentes ou cachées; 2^o lorsqu'un seul de ces individus, porteur d'armes apparentes, n'est pas immédiatement expulsé de l'atroupement par ceux-là mêmes qui en font partie.

Le citoyen *Baze* combat les dispositions de cet article, qu'il trouve exagéré.

Il voudrait réduire l'article au premier paragraphe, et en supprimant même de ce paragraphe ces mots: *ou cachées*.

Ceux qui portent des armes cachées sont peut-être plus coupables que les personnes qui portent des armes apparentes; et en effet, plusieurs dispositions du code pénal assimilent, pour le degré de culpabilité, celui qui porte des armes cachées à celui qui porte des armes apparentes.

Le citoyen *Baze* propose de rédiger l'art. 3 dans ce sens, et soumet sa rédaction aux ministres.

La séance est un moment suspendue.

Plusieurs voix: Il y a un atroupement au banc des ministres. (On rit.)

Une autre voix: Dissipez les atroupements au pied de la tribune. (Nouvelle hilarité.)

L'amendement du citoyen *Baze*, en ce qui touche la suppression des mots *ou cachées*, est refusé.

Le citoyen *Bouhier* de l'Ecluse est à la tribune.

La séance continue.

CHRONIQUE LOCALE.

PAIEMENT DE BONS DE SUBSISTANCES.

Le maire provisoire de la ville de Lyon, délégué, invite les citoyens qui ont fait des fournitures, soit de subsistances, aux ouvriers sans travail, soit d'objets de toute nature, pour le service administratif, sur la remise des bons émanés du comité central exécutif, à présenter leurs factures appuyées des bons qui leur ont été délivrés. Ces bons et ces factures seront d'abord vérifiés et ensuite acquittés, s'il y a lieu.

Il est accordé, pour la production des comptes des fournisseurs, un délai de quatre jours, du vendredi 9 au lundi 12 de ce mois inclusivement, y compris le dimanche; passé ce délai, qui est de rigueur, il ne sera plus admis aucune réclamation.

Les pièces seront reçues tous les jours, de dix heures du matin à trois heures de l'après-midi, dans l'ancien bureau des subsistances, et ensuite remises au bureau de la comptabilité où la liquidation en sera faite.

— Les renseignements que nous donnions hier sur les sabres achetés pour le citoyen Métra et un autre citoyen, étaient tant soit peu inexacts. Nous les rectifions en reproduisant ci-dessous la lettre du citoyen maire.

Lyon, 7 juin 1848.

« Je certifie que j'ai donné l'ordre d'acheter deux sabres pour deux citoyens de la garde nationale de la 1^{re} légion qui se trouvaient dans l'impossibilité de pouvoir faire cette emplette.

« J'ai l'honneur de vous saluer.

« Le Maire provisoire de la ville de Lyon, délégué,
E. LAFOREST. »

ELECTIONS MUNICIPALES DE LYON.

Club Central démocratique du Rhône, Corporations, Chantiers et Ateliers réunis.

Citoyens travailleurs, nos frères,

Attendu le renvoi des élections à mardi 13 juin, il est de notre devoir de vous informer de tout ce qui regarde nos intérêts; nous vous invitons, en conséquence, à vous réunir (dans les lieux qui sont fixés par sections), afin de nous éclairer mutuellement, notamment en ce qui concerne les élections municipales. Vous comprendrez, nous en sommes persuadés, l'importance de cette réunion, en répondant à notre appel.

Le Vice-Président, ROUGET.
Le Secrétaire, RATEL.

— Pour donner plus de poids et plus d'ensemble aux élections municipales, les deux clubs de St-Georges et de St-Just, formant le centre démocratique de la première section, sont convenus de procéder à une nouvelle élection préparatoire, où tous les citoyens démocrates de la section seront invités à prendre part. Cette mesure a été surtout prise ensuite de quelques réclamations des citoyens de la Quarantaine, de St-Jean et de la banlieue, qui, n'ayant pas de clubs, désirent cependant s'éclairer suffisamment pour ne pas voter en aveugles. Nous invitons les autres sections à suivre cet exemple.

Voici l'affiche de convocation :

ANCIENNE VILLE (1^{re} section).

Plusieurs réunions préparatoires sur les élections municipales ayant déjà eu lieu, une dernière, générale et définitive, est fixée au 11 juin courant, au Manège, à la Quarantaine, en face du pont d'Ainay, à une heure et demie.

Tous les électeurs faisant partie de la 1^{re} section, St-Jean, St-Georges, la Quarantaine, St-Just, les Étroits et la banlieue, sont donc priés de vouloir bien s'y rendre, ainsi que les candidats proposés, qui auront à répondre aux interpellations qui pourront leur être faites.

Les électeurs sont priés de se munir de leurs cartes.

Vive la République!

— On lit dans l'*Avenir républicain* de St-Etienne :

« Les élections municipales ont ouvert une ample carrière à toutes les prétentions. La ville s'agite, les coteries cabalent, et il n'est pas de relations de bon voisinage qu'on ne se mette à exploiter.

« Que les électeurs se tiennent bien sur leurs gardes! Ils commencent déjà à être entourés par des ambitions rivales; les tiraillements qu'ils subissent augmenteront encore jusqu'au jour du vote; qu'ils sachent rester impassibles et conserver leur impartialité! qu'ils se tracent d'avance le but à atteindre, et qu'ils ne dévient jamais de la direction qu'ils auront prise! Les luttes dont ils seront l'objet pourront leur être utiles en les éclairant, mais à condition qu'ils ne s'abandonneront à aucune influence, qu'ils n'abdiqueront pas leur libre arbitre pour suivre en aveugles les instructions d'un tiers, qu'ils jugeront par eux-mêmes, après n'avoir fermé l'oreille à personne. C'est ainsi, c'est après s'être concentrés entre eux, qu'ils arriveront à épurer les listes des candidats qu'on fait déjà circuler, et à confier l'administration municipale, la surveillance des intérêts de tous et de chacun à des citoyens qui ne risqueront pas de les compromettre ainsi que leurs devanciers. »

— Samedi 10 juin, un spectacle-concert sera donné par MM. Barrielle et Feitlinger, dans la salle Rozet, place des Pénitents-de-la-Croix.

En voici le programme :

PREMIÈRE PARTIE.

Pauvre Jacques, vaudeville.

DEUXIÈME PARTIE.

1^o Air de la *Calomnie*, du *Barbier de Séville*, chanté par M. Barrielle.

2^o Couplets de la *Part du Diable*, chanté par Mme de Chauvillerais.

3^o Air de *Gemma de Vergy*, chanté par M. Feitlinger. (Donizetti.)

4^o La *Sirène de Sorrente*, chantée par Mlle F. Feitlinger.

5^o Duo de *Ne touchez pas à la Reine*, chanté par M. Barrielle et Mme de Chauvillerais.

TROISIÈME PARTIE.

Le *Gamin de Paris*, vaudeville en deux actes.

QUATRIÈME PARTIE.

1^o Air de *Ruffino Masaniello*, chanté par M. Barrielle.

2^o La pique de la *Juive*, chanté par M. Pellin.

3^o Air de *Robert*, chanté par M. Millet.

4^o Romance et tyrolienne, chantées par Mlle Feitlinger.

5^o Duo de la *Norma*, chanté par Mlles Millet et Feitlinger.

Les bureaux seront ouverts à six heures; on commencera à sept heures précises. — Prix du billet : 2 fr.

Départements.

BASSES-PYRÉNÉES, Bayonne. — Nous avons à nommer aujourd'hui un représentant à l'assemblée nationale: peuple, attention! Pas de république possible sans de

bonnes lois; pas de bonnes lois sans des représentants fermes, éclairés, dévoués corps et âme à la République.

Jusqu'à l'heure nous n'avons pas lieu d'être satisfaits. Le temps s'écoule, l'argent se dépense, et nous avançons fort peu. Au contraire, un esprit malheureux préside à tous les actes dont nous sommes témoins : incapacité profonde, ou trahison, il y a quelque chose.

(Journal du Peuple.)

Vaucluse, Avignon 6 juin. — Encore une victoire remportée par les démocrates vauclusiens sur les rétrogrades et les réactionnaires! Quoique le recensement général des votes ne soit pas encore fait, nous pouvons donner comme certaine l'élection du citoyen Alph. Gent. D'après les votes déjà connus, le candidat républicain compte 46,528 suffrages, tandis que le candidat légitimiste, M. d'Olivier, n'en a obtenu que 9,598. Ce résultat, quoique très-satisfaisant, le serait encore plus, si les travaux agricoles et les soins incessants qu'exigent les magnaneries n'avaient tenu éloignés de l'urne un grand nombre d'électeurs.

Que deviennent aujourd'hui toutes les bravades ridicules, les protestations mensongères des hommes de l'Union et de la Liberté? Nous nous en étions remis au jugement du pays, pour qu'il fût fait justice des odieuses calomnies exploitées contre le candidat républicain. Notre attente n'a point été trompée. Justice est faite.

NOUVELLES DIVERSES.

Les rassemblements de la porte Saint-Denis à la porte Saint-Martin sont ce soir plus nombreux, plus compactes qu'ils ne l'ont été les jours précédents. Au Louvre, sur d'autres points, la foule est des plus considérables. Nous nous sommes enquis des motifs qui ont donné lieu à ces manifestations. Voici ce que nous avons appris :

On se plaignait généralement de la proclamation publiée ce matin par le maire de Paris, en ce qu'elle interdisait au peuple les lieux de réunion qu'il a adoptés depuis les journées de Février sans dommage pour les intérêts privés, sans péril pour l'ordre et la tranquillité publique. Mais ce qui surtout était l'objet d'un blâme général, c'est la fermeture, à huit heures, des boîtes de scrutin. Beaucoup d'électeurs, accourus de la banlieue après la fin de la journée, et comptant sur le précédent admis lors des élections d'avril, se sont trouvés privés de leur droit, et n'ont pu déposer leur vote.

Cette abrogation de la mesure qui permettait aux citoyens ouvriers de déposer leur suffrage jusqu'à dix heures du soir, donnait lieu à des conversations animées, à des plaintes, à des murmures. Trois mois, disait on, se sont à peine écoulés, et nous, peuple, dont on préconisait le courage, dont on louait la modération, dont on admirait la quiétude au milieu des misères qui nous accablent, sommes nous devenus, par une subite métamorphose, des ferments de discorde, des fauteurs de trouble et de sédition? Pourquoi nous interdire les lieux ordinaires de nos réunions? pourquoi mettre des entraves à notre participation aux affaires du pays dans la limite de nos droits?

Onze heures du soir. — Les rassemblements ayant pris encore plus de développement, un régiment de la ligne accompagné de garde nationale est venu sur les lieux. Un commissaire de police a fait trois sommations, au roulement du tambour. La foule s'est dispersée aussitôt en criant : *A bas les mouchards! vive la ligne!*

(République.)

On parle de la nomination du citoyen Drouin de Lhuys comme sous-secrétaire-d'Etat au ministère des affaires étrangères, dont le citoyen Bastide conserve définitivement le portefeuille.

— On lit dans l'*Echo d'Elbœuf* :

« On peut juger de l'empressement que mettent les citoyens à aller voter, lorsqu'on saura que, dans une commune voisine d'Elbœuf, sur trois cents votants, à peu près, il a été déposé onze bulletins. »

— On lit dans le *Courrier des Ardennes*, à Charleville :

« Une grande activité règne, depuis quelques jours, dans les magasins et salles du château de Sedan. Des masses de fusils en ont été tirées pour être expédiées à nos places fortes du nord de la France.

« D'un autre côté, Mézières partage avec Sedan les ressources de ses arsenaux, et l'on voit arriver, chaque jour, des voitures pesamment chargées d'affûts, de bombes, d'obus et de boulets destinés à l'approvisionnement de la place de Sedan. »

— Dans un rassemblement à Montmartre, — de vives plaintes avaient lieu contre un boulanger — qui avaient fait un passe-droit à ses ouvriers.

« Que pouvez vous attendre d'un pareil homme, disait un citoyen. — Vous avez bien tort de croire qu'il vous rendra justice. — C'est un de ceux qui on mis le plus de fureur dans la dévastation de la maison Sobrier! — A bas le gueux, le misérable, cria-t-on de toutes parts! — Enfin, la justice commence! »

— Nous lisons dans la *Démocratie pacifique* :

Un trafic hideux.

A MM. les rédacteurs de la *Démocratie pacifique*.

Messieurs, Dernièrement, dans un bureau de nourrices, j'attendais mon enfant, qui me fut rendu en parfait état après 17 mois d'absence.

C'est alors que j'appris que les 50 francs payés pour le mois de nourrice, le voyage et l'enregistrement se répartissent d'une façon bien étrange et fort peu équitable. Ainsi, en moyenne, sur cette modique somme, la nourrice reçoit 12 p. 0/0 malgré ses frais de déplacement; l'établissement perçoit 18 p. 0/0; le meneur a droit à 50 p. 0/0; et enfin, savez-vous, le public sait-il à qui reviennent les 40 p. 0/0 restants? A une sage-femme, pour sa course, qu'elle se fait le plus souvent payer par les familles, comme a fait la mienne; l'entremise ou marchandage est abolie.

Cet abus, signalé par la presse, sera entendu et immédiatement réprimé.

Agréés, etc.

Un républicain socialiste,
E. TRASGOCONAR.

— Le gouvernement est décidément, à ce qu'il paraît, dans la voie des grandes améliorations agricoles: plusieurs journaux de province rapportent que la Solagne est en ce moment explorée par de nombreux ingénieurs des ponts-et-chaussées, pour dresser les devis des travaux à faire pour assainir ce malheureux pays et rendre à l'agriculture sept cents lieues carrées d'excellentes terres.

— L'affaire du citoyen Outrebon, ancien notaire, prévenu d'abus de confiance et d'escroquerie, sera jugée par la 6^e chambre de police correctionnelle de la Seine, dans la semaine qui suivra les vacances de la Pentecôte. Le prévenu a choisi pour défenseur le citoyen Mahou, ancien substitut près le tribunal de première instance.

Espagne.

Madrid, 31 mai.

Les déportations, emprisonnements et fausses délations, enfin tout l'attirail d'un pouvoir arbitraire et tyrannique, est ici à l'ordre du jour.

On a incarcéré M. Pedro Gomez de la Cortina, ex-ministre sous la régence d'Espartero. Cortina était l'honneur de la magistrature, à laquelle ses éminents talents et sa vaste instruction ont rendu les plus grands services. M. Montejon, notaire, et une vingtaine d'autres personnes ont été également placés sous les verrous. On ne pouvait accuser des personnes si honorables, d'un caractère si pacifique, d'avoir trempé dans aucune conspiration. Leur position bien connue éloignait tout soupçon, qui aurait été regardé comme une absurde calomnie; on a voulu les punir seulement d'appartenir par opinion et rien que par opinion intime au parti libéral.

Le gouvernement vient de faire enlever le colonel Gurrea, l'ancien député aux cortès Arana, le maire de Logrono, et plusieurs autres particuliers de cette ville, qui tous étaient détenus à Tolosa. Il a eu l'infamie de les faire embarquer à Saint-Sébastien pour Manille, avec 500 hommes du régiment de *España*, qui a été licencié.

M. Sierra, sous-secrétaire d'Etat au ministère des finances, vient de partir pour Londres. On donne pour motif à son voyage que les traités tirés de Madrid sur Londres pour parer au paiement du semestre des 3 p. 0/0 n'ont pas été acceptés.

(Journal du Peuple.)

Allemagne.

PRUSSE. — BERLIN, 2 juin. — Dans la séance de l'assemblée nationale de ce jour, le député Fretzdorf a demandé au ministère quel résultat avait produit la médiation de l'Angleterre dans les affaires du Schleswig-Holstein. Il a prétendu que ces résultats étaient nuls, attendu que les ports prussiens de la Baltique, Stettin et Waigast étaient encore bloqués par des vaisseaux danois.

M. Darnim a répondu dans les termes suivants: Les propositions de paix faites par l'intermédiaire de l'Angleterre ont été énergiquement recommandées au cabinet de Copenhague, et la diète germanique les a approuvées. Si le général Wangel s'est retiré, c'est uniquement parce que depuis trois semaines, il n'avait pas un ennemi devant lui. Quant au blocus des ports, il y a lieu d'espérer qu'il ne durera pas longtemps; pour le moment, je ne puis pas en dire davantage de peur de compromettre les négociations.

— SCHLESWIG-HOLSTEIN. — FLENSBOURG, 31 mai. — On annonce qu'il est arrivé ce soir un courrier prussien qui porte au général Wrangel l'ordre de se porter de nouveau en avant. 250 habitants de Ladersleben viennent de protester formellement contre tout partage de Schleswig. Ils déclarent qu'ils partageront le sort du reste de Schleswig, quoiqu'il puisse arriver.

Angleterre.

On lit dans le *Globe* :

« Le conseil de confédération irlandaise vient de voter une adresse au peuple irlandais à l'occasion de la condamnation de M. Mitchell. Le conseil croit que, dans les circonstances actuelles, il est de son devoir de conseiller aux Irlandais de se préparer à défendre leurs libertés attaquées. Il les invite à former une sainte ligue contre l'usurpation et l'injustice, en leur recommandant de se prêter à la lutte qui devra mettre un terme à l'oppression sous laquelle ils gémissent depuis si longtemps.

« Une correspondance de Lisbonne, du 29 mai, publiée par le *Standard* du 5 juin, dit que l'escadre portugaise est en train de s'équiper.

« Le bruit court que 8,000 fusils ont été débarqués sur la côte, aux environs de Figuera.

« Il paraît, d'après les rapports faits au conseil d'Etat, que plus de cent chartistes ont été arrêtés hier soir. On parle des meetings qui doivent avoir lieu, ce soir, dans les différents quartiers de Londres. Des précautions sont prises. La police marchera avec des détachements de la force armée.

« On mande de Dublin, 4 juin, que l'adresse de la confédération irlandaise au peuple de ce pays, signée par M. J. O'Brien, fait le sujet de toutes les conversations. Le gouvernement est inquiet. La police a pris des mesures pour empêcher la circulation de ce document. On dit qu'un mandat d'arrêt a été lancé contre l'imprimeur, et M. J. O'Brien sera poursuivi comme coupable de haute trahison, pour avoir signé l'adresse.

« Le *Jamaica Times* contient de nouveaux détails sur l'insurrection qui a éclaté dernièrement à Haïti: le gouvernement a triomphé, puis il a rendu une proclamation dans laquelle il déclare traitres envers l'Etat MM. Preston père, Guinard P. Féry, Margieu, Bances, Chiâtre, Barrot, Blockhurst, Pavé, St-Armand, avocat; Mondésir, Dumais, l'Espinasse, Salomon Zamor, etc. Ordre avait été donné de les arrêter sur-le-champ et de les fusiller sans autre forme de procès.

« La plupart, toutefois, étaient parvenus à s'évader. »

Le Directeur-Gérant, FAURÈS.